

# Comment le Japon entend négocier le protocole de Kyoto

Kyoto n'a pas réussi à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est parce que la répartition des efforts demandés lui a été défavorable

Quinze mois avant l'adoption du protocole de Kyoto, en décembre 1997, le Keidanren, le Medef japonais, avait démarré une initiative volontaire pour stabiliser en 2010 les émissions des entreprises japonaises au niveau des Trente-cinq secteurs industriels y compris aujourd'hui, et sont en voie de l'atteindre.

En 1998, le gouvernement japonais a lancé un plan de mise en œuvre de Kyoto, révisé en 2002 et 2005. À l'époque, le gouvernement a introduit des mesures, par exemple, en 1998, l'obligation pour toutes les voitures neuves d'atteindre un niveau d'efficacité énergétique du véhicule performant de sa catégorie. En 2005, les producteurs d'électricité se sont vus contraints de diversifier leurs sources de production et d'augmenter l'utilisation des énergies renouvelables. Plus, le gouvernement et les entreprises ont recherché activement des « technologies sobres » résultant d'investissements dans le « mécanisme de développement propre » (MDP) dans des pays émergents.

Malgré tous ces efforts, en 2005, les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Japon ont été de 8,1 % supérieures au niveau prévu par le protocole de Kyoto (- 6 %). Cet échec résulte d'une répartition défavorable pour le Japon des efforts de réduction par le protocole. Ainsi, le coût marginal de réduction est-il, selon le Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), bien plus élevé au Japon qu'en Europe (163 euros).

Il n'y a plus que deux possibilités. Soit acheter des droits d'émissions à l'étranger, soit ne pas atteindre son objectif. L'autre est de ne pas atteindre son objectif et d'expliquer à la communauté internationale que nous avons fait tout notre possible pour parvenir. La première option, que l'on appelle « conformité sur le papier », n'est pas recommandée, parce qu'elle ne conduit pas à une réduction globale : la Russie a des excès (ce qu'on appelle l'« air libre ») et les vendre au Japon ou à un autre pays ne mènerait pas de réduction d'émissions,

## MITSUTSUNE YAMAGUCHI

plus faciles aux Etats-Unis et plus ambitieux à l'Union européenne (UE) et au Japon, ce sera inacceptable pour ces derniers.

Au Japon, le sentiment dominant est qu'accepter les objectifs inéquivalents de Kyoto fut une erreur. L'UE a certainement entrepris des efforts sérieux, comme son système de permis d'émissions négociables, mais la réunification de l'Allemagne et la libéralisation des politiques énergétiques au Royaume-Uni ont contribué à la réduction des émissions de GES européennes. De plus, l'UE a l'avantage de pouvoir redistribuer son quota entre les pays membres. En toute hypothèse, si les échanges de permis demeurent l'un des choix pour l'architecture internationale post-Kyoto, le Japon n'acceptera jamais un objectif aussi coûteux à atteindre.

*« Peut-on attirer  
les Etats-Unis,  
et plus tard la Chine  
et l'Inde,  
dans l'actuel système  
d'échange  
de permis  
d'émissions ?  
Je ne le crois pas »*

Cela ne signifie pas que le Japon renonce à lutter contre le réchauffement global. Au contraire, nous partageons le sentiment que les émissions de GES doivent être réduites au cours du siècle, à moins de la moitié du niveau actuel, si nous voulons éviter de dépasser des niveaux de concentration susceptibles d'entraîner de dangereuses interférences avec notre écosystème.

Au vu de la croissance rapide des GES dans les pays en développement, il est clair que cet objectif ne sera pas atteint sans une participation mondiale. Peut-on attirer les Etats-Unis, et plus tard la Chine et l'Inde, dans l'actuel système d'échange de permis d'émissions ? Je ne le crois pas. Si les nouveaux objectifs d'un régime post-Kyoto sont très ambitieux, les Etats-Unis ne les accepteront jamais. Ils se sont retirés du protocole en partie parce qu'il leur aurait été trop coûteux d'atteindre leur objectif. Si les Américains n'y sont pas, la Chine et l'Inde ne suivront pas. Et si l'on attribue des objectifs

plus faciles aux Etats-Unis et plus ambitieux à l'Union européenne (UE) et au Japon, ce sera inacceptable pour ces derniers.

Au Japon, le sentiment dominant est qu'accepter les objectifs inéquivalents de Kyoto fut une erreur. L'UE a certainement entrepris des efforts sérieux, comme son système de permis d'émissions négociables, mais la réunification de l'Allemagne et la libéralisation des politiques énergétiques au Royaume-Uni ont contribué à la réduction des émissions de GES européennes. De plus, l'UE a l'avantage de pouvoir redistribuer son quota entre les pays membres. En toute hypothèse, si les échanges de permis demeurent l'un des choix pour l'architecture internationale post-Kyoto, le Japon n'acceptera jamais un objectif aussi coûteux à atteindre.

Plusieurs possibilités sont en discussion, y compris des taxes harmonisées, des permis négociables avec des prix plafonds, des objectifs d'intensité carbone, des systèmes de « promesses vérifiables », des objectifs sectoriels et des accords de coopération technologique. Toutes ces propositions ont leurs mérites et leurs faiblesses. En les évaluant, il faudra privilégier un critère : la participation des Etats-Unis.

Une idée réaliste pourrait être, pour commencer, des promesses vérifiables accompagnées d'accords sectoriels et de coopération technologique. Ces promesses elles-mêmes doivent être sujettes à évaluation et l'estimation des réductions d'émissions promises par tous les pays comptabilisée par un secrétariat ad hoc. Cette idée peut paraître trop modeste et ne pas pouvoir fournir de réductions importantes au cours des dix prochaines années, mais elle permettrait d'attirer de nouveaux participants qui pourraient discuter de réductions plus importantes, si la situation change ou si de nouvelles découvertes scientifiques le réclament.

Pour finir je voudrais souligner que, sans innovation et diffusion technologique, aucune architecture climatique ne sera capable d'accomplir de réductions drastiques. Et pour promouvoir l'innovation technologique, un objectif de long terme est plus efficace que des objectifs de court terme. ■

Mitsutsune Yamaguchi est professeur à l'université de Tokyo. Il est membre des comités sur la politique climatique du gouvernement japonais.